



**HAL**  
open science

## Découper l'espace politique : acteurs, pratiques et enjeux

Emmanuelle Boulineau, Clarisse Didelon-Loiseau

► **To cite this version:**

Emmanuelle Boulineau, Clarisse Didelon-Loiseau. Découper l'espace politique : acteurs, pratiques et enjeux. *L'Espace Politique*, 2020, 39 (3), 10.4000/espacepolitique.7736 . hal-03184212

**HAL Id: hal-03184212**

**<https://hal.science/hal-03184212v1>**

Submitted on 26 Sep 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



## L'Espace Politique

Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique

39 | 2019-3

Découper l'espace politique + Varia

---

# Découper l'espace politique : acteurs, pratiques et enjeux

Emmanuelle Boulineau et Clarisse Didelon-Loiseau

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/espacepolitique/7736>

DOI : [10.4000/espacepolitique.7736](https://doi.org/10.4000/espacepolitique.7736)

ISSN : 1958-5500

### Éditeur

Université de Reims Champagne-Ardenne

Ce document vous est fourni par INIST - Centre national de la recherche scientifique (CNRS)



### Référence électronique

Emmanuelle Boulineau et Clarisse Didelon-Loiseau, « Découper l'espace politique : acteurs, pratiques et enjeux », *L'Espace Politique* [En ligne], 39 | 2019-3, mis en ligne le 17 juillet 2020, consulté le 26 septembre 2024. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/7736> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.7736>

---

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

# Découper l'espace politique : acteurs, pratiques et enjeux

Emmanuelle Boulineau et Clarisse Didelon-Loiseau

---

- 1 L'appel à proposition pour ce numéro de *l'Espace Politique*, diffusé à l'automne 2018, s'inscrivait dans une double tradition de la géographie. D'une part celle du découpage à vocation heuristique de l'espace géographique pour le comprendre et l'analyser, notamment par l'identification de régions homogènes ou fonctionnelles, et, d'autre part, celle de l'analyse du découpage de l'espace géographique par différents acteurs. C'est toutefois cette dernière perspective qui était privilégiée puisque les découpages spatiaux ont avant tout un objectif de gestion et d'administration. Ces maillages administratifs partitionnent l'espace et s'emboîtent sur plusieurs niveaux afin de disposer de relais efficaces du pouvoir. Découper l'espace relève de techniques, de politiques mais aussi de pratiques qui traduisent des représentations de l'espace et contribuent à lui donner une dimension politique. Au tournant des années 1990-2000, la géographie française a connu un regain de questionnements sur les découpages de l'espace et leurs architectes. Ces publications s'inscrivaient dans la « fin » annoncée des territoires et dans l'ébranlement d'un monde sorti de l'ère de la Guerre froide où la mondialisation et sa contraction de l'espace-temps semblait imposer l'ère du flux et du réseau. Depuis, l'espace politique continue d'être découpé, et de nouveaux territoires continuent à être identifiés, structurés, maillés. Il nous semblait alors intéressant de revenir sur ce que découper l'espace politique veut dire aujourd'hui avec un appel à propositions qui suggérait quatre axes de réflexion possibles.
- 2 Le premier axe invitait les auteurs à questionner l'émergence de territoires multiformes, où les territoires nés de la modernité politique (bornés, contigus, non-recouvrant et hiérarchisés) coexistent avec de nouvelles formes de découpages territoriaux plus labiles. Il suggérait donc de s'intéresser aux maillages territoriaux produits par différents acteurs en charge de la gestion territoriale, et impliquait dès lors des questions de gouvernance territoriale. Le deuxième axe souhaitait interroger l'émergence de nouveaux acteurs de la partition territoriale issus de l'ingénierie territoriale et de la prise en considération des représentations mentales de l'espace des

individus. Le troisième axe sollicitait des contributions sur les découpages transnationaux, transfrontaliers dans un contexte où l'espace mondial se recompose de façon multipolaire mais régionalisée, phénomène dont l'espace européen est l'un des exemples les plus aboutis. Enfin, le quatrième axe suggérait une approche trans-scalaire pour analyser le rôle des échelles intermédiaires dans un contexte où la prépondérance de l'articulation entre le local et le global ne cesse d'être proclamée.

- 3 Plus d'une quinzaine d'articles nous ont été soumis suite à cet appel à contributions, dont neuf qui sont parvenus au bout du processus d'évaluation exigeant de la revue *L'Espace Politique*. Ces neuf articles sont, majoritairement, issus de résultats de recherches doctorales, qu'elles soient toujours en cours ou récemment terminées et menées exclusivement au sein d'universités francophones (françaises et belge). Ces articles montrent beaucoup plus de points communs que ce à quoi nous nous attendions tant dans les approches, les thématiques que dans les niveaux scalaires et les types d'espaces étudiés. De fait, ces contributions relèvent toute de l'axe 1 que nous avons proposé dans l'appel à communication et rendent donc compte de découpages liés à la gouvernance des territoires. La seule exception est l'article d'A. Palle qui analyse certes des mailles de gestion mais dans une perspective supranationale, celle de la régionalisation du secteur de l'énergie au sein de l'espace européen. Enfin, les articles constituant ce dossier sont également majoritairement des articles très empiriques et leurs ambitions théoriques sont absentes ou ténues. Ils ne permettent donc pas de dresser un panorama exhaustif des recherches et réflexions en cours sur les découpages de l'espace géographique. Cet article introductif propose néanmoins de partir d'une méta-analyse de ces articles pour dresser un état des lieux de la recherche francophone, et majoritairement française, sur les découpages de l'espace géographique tout en revenant sur la manière dont ils contribuent à renouveler certains thèmes ou certaines approches dans ce domaine pour prendre ensuite du recul par rapport aux éléments empiriques qu'ils contiennent afin d'ouvrir, modestement, des pistes pour de futures recherches.

## Une approche empirique des mailles fonctionnelles

- 4 Pour autant que les articles qui constituent ce dossier puissent être considérés comme représentatifs des recherches menées actuellement dans la géographie universitaire francophone, ils nous permettent de mettre à jour quelques points saillants qui caractérisent les recherches contemporaines. S'ils ne mobilisent pas toujours explicitement les termes de « mailles » et de « maillages », les articles de ce numéro analysent pourtant les mêmes types de découpages géographiques. Ainsi, les recherches dont ils rendent compte sont, dans tous les cas, relatives à des maillages fonctionnels dont l'origine est majoritairement institutionnelle et qui sont mis en place par des acteurs de nature diverse qui opèrent sur les territoires. A l'exception de l'article de C. Genre-Grandpierre *et alii* nous sommes donc face à des maillages qui existent (ils ne sont pas de l'ordre des représentations) et qui délimitent effectivement des territoires d'action. Les thématiques abordées dans ces articles sont relativement proches. Certains d'entre eux cherchent à éclairer, à partir d'une analyse ex-post les mécanismes qui ont conduit à la mise en place du maillage. C'est le cas de l'article de L. Loubet qui cherche à mettre en évidence à quel point les émotions des élus jouent un rôle dans la réussite ou l'échec de la mise en place de communautés d'agglomération.

Cette approche par l'analyse des « émotions », nous semble être l'une des pistes d'innovation possibles dans la recherche sur les découpages de l'espace géographique. L'analyse du rôle des émotions des élus locaux dans le succès ou l'échec de la structuration des communautés de communes, nous emmène en effet bien loin des recherches qui postulent généralement l'existence d'une rationalité politique ou administrative des maillages. Les autres articles s'intéressent surtout au fonctionnement des mailles administratives, voire aux effets de celles-ci dans la gestion des territoires. Les auteurs s'interrogent alors sur l'efficacité des mailles pour la coordination de différents acteurs, la gestion d'un système de transports métropolitain (J. Courteix), sur leur optimalité pour le secteur de l'énergie au niveau européen (A. Palle), sur la manière dont ils permettent de rendre compte des réalités du terrain lors des recensements (C. Chatel). De fait, la plupart des articles inscrivent leurs recherches dans un intervalle de temps relativement court, celui de réformes territoriales et seul l'un d'entre eux s'inscrit résolument dans la longue durée, celui de C. Chatel qui propose une géohistoire des mailles de recensement au Brésil.

- 5 En termes d'approches méthodologiques et de démarche ces articles sont également très similaires. Ils mettent en œuvre des approches classiques, fortement marqués par leur empirisme et fondés majoritairement sur des entretiens menés sur le terrain auprès d'élus ou de différents acteurs. Les outils méthodologiques relèvent majoritairement de l'analyse de discours mais souvent et heureusement appuyés sur du terrain qui semble toujours finement connu. Les systèmes d'information géographique, quand ils sont utilisés, comme dans l'article de C. Chatel, le sont dans une approche descriptive plus que d'analyse. Ces articles ont donc une approche avant tout descriptive des processus de mise en place des découpages de l'espace géographique et peu d'entre eux se risquent dans l'explication des dynamiques observées ou dans des approches comparatives qui permettraient de prendre du recul sur le terrain étudié, de monter en généralité voire de s'inscrire dans une perspective théorique. L'un des articles, celui de C. Genre-Grandpierre, G. Marel et M. Coulon, se distingue des autres dans son approche résolument moins empirique, par un positionnement en « amont » du temps des réformes et l'outil qu'il utilise, la modélisation. Si le maillage étudié, les circonscriptions électorales, ne se distingue pas fortement des autres de par sa nature institutionnelle, les auteurs se positionnent en amont d'une réforme des circonscriptions électorales et inscrivent leur démarche dans une réflexion théorique sur les objectifs des mailles électorales en termes de représentation démocratique pour proposer différents scénarios de réforme grâce à la simulation. Les auteurs adoptent finalement une posture trop peu répandue chez les géographes universitaires, celle d'acteurs de l'aide à la décision.

## La prépondérance de l'échelle locale

- 6 L'approche géographique des maillages administratifs fait appel à la notion d'échelle. Dans ce dossier, plusieurs échelles d'analyse ont été mobilisées mais c'est bien l'échelle locale qui est surreprésentée. Il est important de distinguer ici la notion d'échelle d'analyse choisie par le ou les auteurs de l'échelon d'observation et ses interrelations avec le supra et l'infra. Le local est plébiscité dans ce dossier : il est souvent le plus petit niveau analysé, celui par lequel on comprend des mécanismes ou discerne des logiques. Le local c'est aussi le repère du quotidien des fonctionnements politiques, économiques

et sociaux, une première pierre essentielle à l'édifice des maillages administratifs. Ainsi A. Ohoussa et C. Margétic tout comme L. Loubet reprennent la longue tradition française de l'analyse des intercommunalités, de leurs constructions et de leurs mutations au gré des réformes administratives. Par l'étude des Mauges (Maine-et-Loire), A. Ohoussa et C. Margétic contribuent à l'analyse de la fin des 36 000 communes en France et du succès des communes nouvelles dans le Grand Ouest. Le rejet par les élus locaux des communes déléguées permises par une loi récente montre bien la vivacité du local dans les recompositions rurales. Le processus s'ancre dans les premiers syndicats mixtes des années 1970 jusqu'à aujourd'hui. La parole des élus et des habitants recueillie lors d'enquêtes par les auteures montre des tensions et des incompréhensions et un sérieux besoin de penser l'articulation du local aux échelons supérieurs pour construire les fonctionnements des territoires. L. Loubet, au travers d'une fusion d'intercommunalités dans l'agglomération du Havre (Normandie) rappelle à quel point les identités locales sont sensibles et que le « mariage arrangé » révèle des registres d'émotions solidement analysés au travers de l'analyse des discours. Ailleurs, hors de la France, C. Chatel nous rappelle utilement qu'au Brésil le découpage du local est l'objet de multiples catégories et découpages territoriaux. Plusieurs logiques, toutes ancrées dans l'histoire du pays, expliquent la multiplication et le non recouvrement des découpages de l'échelon local : découpage du recensement selon le statut de la terre et l'occupation du sol, découpage avec un seuil démographique pour distinguer le rural de l'urbain et la promotion qui peut accompagner ce dernier, découpages en secteurs géolocalisés pour mieux saisir l'occupation du sol et la dynamique du peuplement. On voit avec l'exemple brésilien que par le local c'est bien la connaissance des territoires qui est en jeu. Enfin, au Sénégal, autre exemple extra-européen, le découpage du local en communes qui viennent couvrir tout le territoire est décidé par en haut mais S. Lima montre comment le succès de cette communalisation dépend en grande partie des édiles locaux et de leurs réseaux sociaux construit dans une perspective multiscale localement, dans la capitale et dans la migration. A rebours de la fixité, l'échelon local se construit dans les mobilités : celles du domicile-travail par exemple en France, celles du peuplement en mouvement du Brésil, celles du réseau économique et migratoire au Sénégal.

- 7 Par contraste avec l'importance du local, l'échelle régionale apparaît davantage en creux dans ce dossier. Là encore la distinction entre échelle d'observation et échelon d'organisation est utile. J. Courteix montre ainsi que l'échelon régional est présent comme opérateur de transports dans l'espace niçois mais que l'organisation des transports n'est pas pensée à une échelle régionale où les différents opérateurs de transports étudiés pourraient articuler les réseaux. Il en découle une distorsion entre des territoires institutionnels qui s'étendent du littoral à l'arrière-pays des Alpes niçoises dans une logique nord-sud, alors que l'organisation des transports dans les Alpes-Maritimes requiert une dimension transversale d'est en ouest afin de répondre aux logiques des navettes domicile-travail vers le pôle niçois et le chapelet urbain littoral. Le découpage administratif exerce ici un effet frontière non négligeable. Les efforts entrepris en termes de tarif unique ou d'accords financiers ne combleront pas cette incomplétude des réseaux.
- 8 Enfin, toujours pour l'échelle régionale, la fédération de Wallonie-Bruxelles (FWB), qui correspond à la communauté francophone de Belgique, étudiée au travers de sa politique des centres culturels par E. Garcia-Guillen et S. Wassner, vient utilement

illustrer dans ce dossier la dimension identitaire régionale et son articulation avec l'entité nationale. La politique de centres culturels développés par la FWB est construite comme un levier d'affirmation des « droits culturels des individus » et par là même de la défense de la francophonie dans cet Etat plurilingue : la dimension participative redonne la parole aux habitants contre le fonctionnement institutionnalisé. Cette articulation entre l'échelle locale et régionale avec une approche culturelle se retrouve également dans l'article de C. Bonfiglioli, qui évoque également la périphérie de Bruxelles, côté flamand. Dans cet article l'auteur évoque la mise en place de stratégies de redécoupages des mailles communales à des fins politiques : des fusions de communes sont mises en œuvre de telles manières qu'elles conduisent à minorer le poids de la communauté francophone. Le cas belge illustre les façons de contourner les maillages administratifs par le jeu sur les politiques culturelles qui dissimulent de fait la question linguistique.

- 9 L'échelle nationale d'analyse n'est pas présente en tant que telle dans le dossier mais elle apparaît au travers des articulations avec le local dans les exemples sénégalais et brésilien. Dans les articles respectifs de S. Lima et C. Chatel, l'Etat comme acteur du découpage local apparaît. Au Sénégal, S. Lima étudie comment la communalisation du territoire relève à la fois de la construction du territoire national orchestré par l'Etat, des empreintes qu'a laissées la fabrique coloniale et des ancrages multi-situés des Sénégalais dans la migration. La démonstration montre qu'il n'y a pas de contradiction entre ces différents mouvements mais bien une tension dialectique entre la territorialité de l'Etat et les réseaux migratoires sénégalais au travers du relais que Dakar, non pas seulement capitale mais aussi métropole qui met en contact des réseaux divers de migrations, peut exercer. C. Chatel, de son côté, montre comment l'Etat brésilien construit le découpage territorial au travers de la fabrication de catégories spatiales. La question n'est pas tant celle du passage de « la maille au lieu » mais bien celle de la construction de la connaissance du territoire qui passe par des catégories liées aux statuts décrétés par l'Etat et peu à peu institutionnalisés en maillages : statut de la terre, statut urbain ou rural, statut d'occupation du sol. L'invention des territoires modernes est bien aussi affaire de politiques de l'Etat dans sa maîtrise territoriale.
- 10 Enfin, le dossier fait peu de place aux échelles supranationales. Seul l'article d'A. Palle vient questionner la politique énergétique de l'Union européenne et son impact sur les découpages territoriaux en grandes régions énergétiques de gabarit européen. Cette régionalisation, née d'une dynamique supra-étatique et non infra-étatique fait écho aux dynamiques de la mondialisation (Richard et Marei, 2018). En effet, elle fait appel à des acteurs non étatiques tels les opérateurs de réseaux énergétiques que des dispositifs de d'organisation menés par l'UE viennent agencer dans une logique de construction d'un territoire européen interconnecté. Si la logique économique prédomine (organisation des marchés et des réseaux), la dimension géopolitique est prégnante. Les Etats ont tendance à coopérer avec cette logique macro-régionale portée de façon originale par l'UE : elle fait émerger des acteurs intermédiaires et non institutionnels, elle tempère l'importance de l'échelon étatique au profit de régions transnationales d'organisation des réseaux, elle contribue au débat sur l'optimal territorial qui ne serait plus à l'échelle nationale mais pas davantage à l'échelle européenne.

## Pour aller plus loin...

- 11 Les manques, notamment thématiques, que nous avons relevés dans le dossier interrogent. Il n'est certes pas à exclure que des collègues, dans certains domaines de recherche n'aient pas eu connaissance de cet appel à contribution ou qu'ils n'y aient pas trouvé d'intérêt. Il nous semble par exemple que tous les découpages relevant de questions liées à l'environnement et à la protection de la nature dans un contexte de changement climatique et de gestion des risques soulèvent des questions d'ordre politique et géopolitique qui auraient trouvé leur place dans ce numéro spécial. Ainsi, la manière dont les périmètres des parcs naturels sont négociés entre différents acteurs, ou les enjeux qui existent dans l'identification et la délimitation des zones naturelles d'expansion de crue et leurs impacts sur les plans locaux d'urbanisme nous semblaient à même de nourrir la réflexion sur le découpage de l'espace géographique. Pour d'autres thèmes, la question n'est pas tant de savoir si nous avons réussi à capter l'intérêt d'auteurs potentiels que de savoir s'il y a toujours de potentiels auteurs et donc, si les manques que nous avons identifiés ne signifient pas qu'un thème est désormais « passé de mode » au sein de notre discipline. Ainsi, les espaces transfrontaliers, en particulier au sein de l'Union européenne, nous semblaient particulièrement pertinents dans le cadre de l'appel à contribution. Si le « transfrontalier » a connu de belles heures en termes de publications et de colloques il y a quelques années, il semble que l'intérêt pour ce type d'espace se soit aujourd'hui émoussé et qu'il ne fasse plus l'objet de recherches aussi intenses. Pour nous toutefois, il convient toujours de s'interroger sur comment, par exemple, la construction d'espaces transfrontaliers, au cœur de la politique régionale européenne s'articulent avec les représentations traditionnelles de l'Etat-nation, fortement intégrées par les populations comme le traduisent leurs pratiques spatiales ou bien comment les Etats, les institutions régionales ou les populations accueillent-ils et gèrent-ils ces nouveaux périmètres de l'action publique. A cet égard, le numéro de *L'Espace Politique* à l'occasion des dix ans de la revue en 2017 vient utilement donner des pistes de réflexion sur les découpages politiques de l'environnement (Laslaz, 2017) ou la coopération territoriale portée par l'UE (Boulineau, 2017).
- 12 Le dossier explore cependant par deux articles l'articulation entre réseaux et territoires, réseaux de transports concrets dans l'article de J. Courteix, réseaux de la migration internationale sénégalaise et ses impacts locaux dans l'article de S. Lima. Cette dernière développe une réelle ambition théorique d'articulation entre les réticularités des mobilités sénégalaises et la territorialité de la communalisation au Sénégal. Loin d'opposer réseaux et territoires, elle montre comment les mobilités sont des ressources pour la consolidation des communes. Dans un tout autre domaine, J. Courteix illustre la dialectique entre réseaux et territoires. Les territoires, dans leur dimension aréale, sont ici liés aux découpages territoriaux politiques (intercommunalité et métropoles), administratifs (communes et département) ou encore fonctionnels (ressorts des différents périmètres d'organisation des transports par route ou chemin de fer). Or, la logique de réseau transversal est-ouest se heurte à la logique des constructions territoriales politiques Nord-Sud. La superposition des périmètres territoriaux et les juxtapositions des réseaux finissent par produire des discontinuités de réseaux, tout particulièrement aux marges des périmètres territoriaux. Certes l'articulation entre réseaux et territoires n'est pas nouvelle en

géographie (Offner et Pumain, 1996), mais elle évolue vers la compréhension de la richesse d'une approche dialectique entre les deux termes, plutôt qu'une stérile opposition.

- 13 Plus globalement, la recherche sur le niveau européen semble être l'objet d'une désaffection, même si l'article d'A. Palle dans ce dossier nous en rappelle l'intérêt. L'émergence de l'Union européenne et la mise en place des politiques européennes, en particulier de la politique régionale, vient en effet ajouter de la complexité aux « mille-feuilles » nationaux existants. D'une part elle ajoute une maille supranationale qui a, certes, beaucoup de mal à exister dans les représentations des citoyens européens et qui connaît des remises en causes lors de crises institutionnelles telle que la crise de la dette à la fin des années 2000 avec la mise en péril de la zone euro, ou la crise des politiques migratoires des années 2010 (ou plus récemment la valse des fermetures et réouvertures des frontières dans le contexte de l'épidémie de Covid-19) qui remettent en question les fondements de l'espace Schengen. D'autre part, l'action de l'Union européenne semble se loger dans les interstices des maillages administratifs de la modernité au travers de la promotion de périmètres plus souples, plus labiles faisant intervenir de multiples acteurs non institutionnels. Ce positionnement fait apparaître des mailles fortes, ceux des découpages administratifs institutionnalisés et des mailles faibles, plus ténus moins visibles mais dont on attend tout autant d'efficacité pour construire la solidarité européenne. Les recherches en géographie sur l'espace de l'Union européenne et de son voisinage nous semblent devoir être encouragées parce qu'elles permettent d'interroger les découpages de l'espace géographique tant du point de vue institutionnel avec, par exemple, la remise en cause des frontières nationales dans certains domaines que du point de vue des espaces d'appropriation et de représentations à la fois multi-scalaires et labiles.
- 14 D'un point de vue plus théorique, nous voudrions encourager les recherches sur une maille qui semble indépassable dans nos pratiques et nos représentations, celle de l'Etat. Pour autant qu'ils constituent la seule maille légale de découpage de l'espace terrestre, les Etats ne sont que des constructions récentes à l'échelle de l'histoire humaine et dont les limites ont été parfois âprement négociées. Dans ce dossier, qui comme nous l'avons dit rend surtout compte de recherches menées au niveau local, l'Etat est considéré comme un cadre, un contexte le plus souvent non interrogé, parfois comme un acteur du découpage comme pour les mailles de recensement de la population. Toutefois, le désengagement de l'Etat (par décentralisation, par mesure budgétaires) et la montée en puissance d'autres acteurs qui œuvrent à une échelle supranationale comme l'Union européenne ou encore les entreprises multinationales dans un contexte de mise en œuvre de politiques néo-libérales se conjuguent avec l'action à l'échelle mondiale des organisations non-gouvernementales les plus puissantes pour venir interroger le rôle et la place de l'Etat. Ainsi, le monde se recompose sous nos yeux de façon multipolaire mais régionalisée. Le découpage en régions et Etats-nations est reconfiguré par les nouvelles formes de découpage politique du monde. La figure politique de l'empire est ainsi rediscutée dans ses formes territoriales et sous ses avatars de puissances émergentes qui redécoupent le monde à leurs vues : vu d'Inde ou de Chine le planisphère politique est autre. La logique du franchissement des limites politiques conventionnelles (trans-nationales) l'emporte désormais et il nous semble particulièrement intéressant de chercher à comprendre comment s'expriment désormais des projets étatiques supranationaux comme

l'ambitieux projet chinois des « nouvelles routes de la soie » qui traduit la volonté de construire une zone d'influence économique et politique à l'échelle continentale.

- 15 L'espace mondial lui-même devrait également être interrogé, premièrement comme cadre dans lequel se déploient les méta-géographiques ou les imaginaires macro-régionaux qui structurent nos représentations du monde. Ces représentations ne sont pas sans impact d'un point de vue géopolitique tant elles continuent à véhiculer des stéréotypes d'un autre temps voire tant elles continuent à faire vivre des préjugés racistes comme c'est le cas pour les représentations du monde en continents dont l'Afrique fait encore trop souvent les frais jusque dans la littérature enfantine. Mais le monde peut également être interrogé comme une possible maille d'action, même si elle relève actuellement de l'utopie, à l'heure de la lutte contre le changement climatique global et alors que la pandémie de Covid-19 continue à prendre de l'ampleur au moment où nous écrivons ces lignes. La faiblesse des institutions internationales d'une part, en particulier celle de l'Organisation Mondiale de la Santé qui sortira probablement grandement décrédibilisée et encore plus affaiblie de la crise, et les réactions désordonnées et non concertées des Etats d'autre part, interrogent sur la coordination des actions à l'échelle mondiale dans une situation qui relève sans conteste du bien commun de l'humanité.
- 16 La mondialisation et la contraction de l'espace-temps ont recomposé l'articulation entre les échelles et entre les niveaux du local au global. Le monde s'organiserait dorénavant selon la scansion entre les mobiles et les immobiles et leurs visions respectives du monde (Veltz, 2015). Il pose de nouveaux défis aux espaces politiques de gestion et d'action. Le règne de la mobilité recompose les espaces d'action selon une logique fonctionnelle autour d'aires ou de bassins. Le réseau, social ou spatial, permettant la circulation, devient primordial dans la façon de penser les découpages de l'espace politique (Vanier, 2015). Par ailleurs, la *glocalisation* (Swyngedouw, 2004) tant annoncée et qui fait la part belle à l'articulation local/global réduit-elle pour autant le rôle des niveaux intermédiaires ? Certains articles de ce dossier montrent que l'Etat reste un acteur central, même s'il est bousculé par de nouveaux niveaux intermédiaires qui font la part belle à la région, comme échelon infranational voire supranational. Plus encore, la mondialisation aboutit à un retour de la proximité spatiale. Loin d'effacer les échelles intermédiaires, la recomposition des échelles conduit à de nouveaux découpages politiques, à de nouvelles formules dont l'interterritorialité proposée par Martin Vanier est un avatar dans le cas français pour mettre enfin un terme au débat sur la bonne maille -l'optimum territorial- et l'imbricatio territorial -le fameux « mille-feuilles territorial » français. L'invention de nouveaux découpages est en cours, à bas bruit, la recherche doit y rester attentive.
- 17 Enfin, la multiplication des acteurs des découpages territoriaux relève ici aussi de la remise en question de l'Etat. Les individus eux-mêmes deviennent des découpeurs de l'espace (que l'on songe, comme nous l'évoquions dans l'appel à contribution) aux *no-go zones* construites par les réseaux sociaux (Giraut, 2013) comme nouveaux espaces politiques de non droit, ou bien encore aux cartes mentales des migrants qui, dans leur périple, perçoivent et se représentent autrement les découpages politiques du monde et les frontières (Migreurop, 2017) interrogent leurs rôles et leurs pouvoirs dans la gouvernance territoriale et, de fait, la multiplication des visions et des représentations appliquées à un espace. Les espaces aux limites flous (*fuzzy borders*), par opposition au *hard spaces* de la modernité politique, les *soft spaces* théorisés par la géographie

anglophone (Haughton, Allmendinger, Oosterlynck, 2013) deviennent de nouveaux découpages de la gestion mais aussi de l'action territoriale. La multiplication de zonages aux limites plus ou moins floues et éphémères est-elle le signe d'une concurrence entre plusieurs visions des découpages territoriaux et de la gouvernance territoriale ou reflète-t-elle le besoin d'inventer des outils complémentaires pour mieux gérer et développer les territoires ?

- 18 Tous ces thèmes qui nous semblent riches et prometteurs doivent également permettre de dépasser le stade de la description empirique, qui caractérise la majorité des articles de ce dossier et encourager les ambitions théoriques, en cherchant notamment à identifier les processus généraux d'explication des découpages de l'espace politique.

---

## BIBLIOGRAPHIE

BONFIGLIOLI, C., 2020, « Maintenir une homogénéité culturelle et linguistique : mise en perspective diachronique des stratégies de découpages territoriaux de la périphérie flamande de Bruxelles-Capitale », *L'Espace Politique*, n°39 | 2019-3, [en ligne] <https://journals.openedition.org/espacepolitique/7138>

BOULINEAU, E., 2017, « Pour une géographie politique de la coopération territoriale », *L'Espace Politique*, n°32 | 2017-2, mis en ligne le 13 septembre 2017, DOI : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.4357>

BRENNER, N., 1998, « Global cities, glocal states: global city formation and state territorial restructuring in contemporary Europe ». *Review of International Political Economy*, 5(1), 1-37.

CHATEL, C., 2020, « De la maille au lieu. Les catégories territoriales des recensements brésiliens de 1872 à 2010 à l'aune de la géographie de la population », *L'Espace Politique*, n°39 | 2019-3, [en ligne] <https://journals.openedition.org/espacepolitique/7426>

COURTEIX, J., 2020, « L'organisation interterritoriale des transports publics dans les Alpes-Maritimes (2008-2018) : conflits d'acteurs, empilement et discordances des structures politiques », *L'Espace Politique*. En ligne : 39 | 2019-3, [en ligne] <https://journals.openedition.org/espacepolitique/7207>

GARCIA GUILLEN, E. ; WEISSER, S., 2020, « Culture et territoire : des recompositions mutuelles. Deux exemples de territorialisation des politiques culturelles en France et en Belgique », *L'Espace Politique*, n°39 | 2019-3, [en ligne] <https://journals.openedition.org/espacepolitique/7096>

GENRE-GRANDPIERRE, C., MARREL, G., COULON, M., 2020, « Réduire le nombre de députés en France métropolitaine. Quel mode d'affectation, pour quelle représentation nationale ? », *L'Espace Politique*, n°39 | 2019-3, [en ligne] <https://journals.openedition.org/espacepolitique/7353>

GIRAUT, F., 2013, « Territoires multi-situés, complexité territoriale et post-modernité territoriale : apports croisés des expressions et des concepts ». *L'Espace géographique*, 4, p. 293-305. <http://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2013-4-page-293.htm>

- HAUGHTON, G., ALLMENDINGER, P., OOSTERLYNCK S., 2013, "Spaces of Neoliberal Experimentation: Soft Spaces, Postpolitics, and Neoliberal Governmentality" *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 45, issue 1, p. 217-234
- LASLAZ, L., 2017, « Jalons pour une géographie politique de l'environnement », *L'Espace Politique*, n°32 | 2017-2, mis en ligne le 14 septembre 2017, DOI : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.4344>
- LIMA, S., 2020, « Politiques du découpage local au Sénégal sous influences : inachèvement, hybridation, fragmentation », *L'Espace Politique*. En ligne : 39 | 2019-3, [en ligne] <https://journals.openedition.org/espacepolitique/7476>
- LOUBET, L., 2020, « Emotions d'élus et découpage territorial. Recompositions intercommunales dans l'aire urbaine havraise », *L'Espace Politique*, n°39 | 2019-3, [en ligne] <https://journals.openedition.org/espacepolitique/7268>
- MAREĬ, N. ; RICHARD, Y., 2018, *Dictionnaire de la régionalisation du monde*, Paris, éditions Atlande.
- MIGREUROP, 2017, *Atlas des migrants en Europe*, Paris, Armand Colin.
- OFFNER, J.-M. ; PUMAIN, D., 1996, *Réseaux et territoires, Significations croisées, Réseaux et territoires, Significations croisées, La Tour d'Aigues*, Éditions de l'Aube.
- OHOUSSA, A., MARGETIC C., 2020, « Les communes nouvelles des Mauges et la réorganisation politique locale (département de Maine-et-Loire) », *L'Espace Politique*. En ligne : 39 | 2019-3, [en ligne] <https://journals.openedition.org/espacepolitique/7301>
- PALLE, A., 2020, « L'Union de l'énergie à la recherche d'une maille optimale : le modèle d'espace énergétique européen entre découpages et intégration », *L'Espace Politique*, n°39 | 2019-3, [en ligne] <https://journals.openedition.org/espacepolitique/7527>
- SWYNGEDOUW, E., 2004, « Globalisation or "Glocalisation"? Networks, Territories and Rescaling », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 17, n°1, p. 25-48.
- VANIER, M., 2015, *Demain les territoires : capitalisme réticulaire et espace politique*, Paris, Hermann.
- VELTZ, P., 2012, *Des lieux et des liens : essai sur les politiques du territoire à l'heure de la mondialisation*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.

## AUTEURS

### EMMANUELLE BOULINEAU

Professeur de  
Université de Lyon, Ecole Normale Supérieure de Lyon - UMR 5600 EVS  
[emmanuelle.boulineau@ens-lyon.fr](mailto:emmanuelle.boulineau@ens-lyon.fr)

### CLARISSE DIDELON-LOISEAU

Professeur de géographie  
Université Paris 1 Panthéon Sorbonne – UMR 8504 Géographie-cités  
[clarisse.didelon-loiseau@univ-paris1.fr](mailto:clarisse.didelon-loiseau@univ-paris1.fr)